

développer la prévision et le contrôle. L'appareil financier central doit comporter outre le trésorier du BP, deux permanents comptables (un pour la Ligue, un pour le journal). Ensemble ils élaborent régulièrement des budgets prévisionnels soumis au CC, ils contrôlent le sérieux des trésoriers de ville et de section (contrôle des comptes), qui surveillent eux-mêmes les trésoriers de cellule. Il se peut que ces pratiques soient tout d'abord fastidieuses. Peu importe. Pour nous, avoir des finances saines (c'est-à-dire absolument connues et maîtrisées) est une question de vie ou de mort. Le délabrement financier est la marque infamante des organisations petites-bourgeoises. (Cela ne signifie en aucune façon que nous ne devons pas avoir de dettes. Au contraire. Un certain niveau de dettes est le bienvenu. On ne voit pas pourquoi nous nous priverions de cette forme de crédit gratuit. Le délabrement financier n'est pas l'endettement contrôlé. Il est l'endettement galopant, sous l'effet d'un surplus constant des dépenses sur les recettes). Si nous parvenons à mettre en place un solide appareil financier (il suffit de peu de chose : consolider l'appareil existant), nous pourrions étendre efficacement les tâches financières des cellules : leur faire percevoir des cotisations régulières auprès de sympathisants, ou d'anciens militants partis sans désaccord politique, pour raisons personnelles; orchestrer sérieusement les souscriptions; faire passer dans les faits la règle d'or : rentabiliser chaque initiative (combien de cellules font des collectes à la sortie des meetings ? Combien de cellules étudiantes se soucient de financer par collecte le matériel de propagande de tel ou tel comité ? etc..) Nous pourrions surtout établir un contrôle très strict sur les dépenses, résorber les gaspillages, rationaliser les dépenses, etc..

*Le système de diffusion :* De même, il nous faut instituer une pyramide de responsables à la diffusion, des cellules au BP, en portant un effort particulier sur les directions de ville. Une telle pyramide aujourd'hui n'existe pas. Les tâches de diffusion du journal et de brochures sont plus ou moins laissées à la spontanéité des cellules. En ce qui concerne les brochures, des sommes considérables « transitent » dans l'organisation. Ce spontanéisme en matière de diffusion est catastrophique. Il ne permet pas de suivre l'évolution détaillée des ventes, qui constitue un indice politique de première importance. Dans les grosses villes (Paris, Toulouse) il autorise un relâchement de l'effort des ventes par militants tout à fait scandaleux (combien de militants transportent-ils quelques « Rouges » dans leur sac, pour la vente au bouton de veste ? Combien de meetings, de « spectacles engagés » sont-ils couverts par nos ventes ? En ce qui concerne les brochures — toutes bénéficiaires et permettant d'équilibrer le journal — la diffusion est très en-dessous des possibilités. Ici encore, c'est aux militants les plus conscients, aux dirigeants de ville, de se porter sur la brèche.

#### *Renforcer les directions*

L'émergence et la consolidation des directions politiques, à tous les niveaux (bureaux de cellule, de section, de ville ; Comité Central, Bureau Politique) constitue en dernière analyse la condition de la mutation organisationnelle. Depuis le 1er congrès nous portons nos efforts sur la construction des directions intermédiaires (villes et sections).

C'est à ce niveau que nous devons encore porter l'effort principal : sans le relai d'authentiques directions intermédiaires, il n'y a pas de direction nationale possible. Mais au cours des deux dernières années, nous avons accumulé des forces suffisantes pour renforcer simultanément le BP. Il nous faut promouvoir désormais une véritable politique des cadres dans l'organisation. Il faut briser, ici encore, avec le spontanéisme interne qui préside à la formation et à l'investissement des cadres.

Au sein du BP, il doit y avoir des camarades (les secrétaires à l'organisation) responsables de la formation et de l'affectation des cadres. Quantité de militants éduqués végètent à Paris alors qu'ils s'affirmeraient comme dirigeants efficaces en province. D'autres sont employés très en-dessous de leur capacité, alors que des commissions piétinent par manque de force. Des cellules de province stagnent faute d'un ou de deux cadres politiques un peu expérimentés. Dès l'été prochain, il nous faut ouvrir des écoles de cadres, dirigées par le prochain CC et mettre sur pied le secrétariat à l'organisation chargé de dégager et de répartir au mieux les dirigeants politiques.

#### *b) Assumer la dualité d'organisation.*

Nous proposons au congrès de différer le lancement de l'organisation de jeunesse. Nous avons souligné plus haut les difficultés que comporte cette décision. Notre système d'organisation doit nous permettre de respecter au maximum la spécificité des grands secteurs d'intervention tout en préservant la Ligue de la coloration « jeunesse scolarisée » que lui donne notre poids politique dans ce secteur. A cette fin, nous ne devons pas reculer devant un certain degré de sectorialisation de l'organisation

le secteur ouvrier doit accéder à un certain degré d'autonomie interne, multipliant ses propres réunions, sous la direction des commissions de branches et de la Commission Ouvrière Nationale. Il doit organiser notamment ses propres écoles et stages de formation. Inversement, il faut espacer les AG de villes et de sections, où les cellules ouvrières sont noyées dans la masse étudiante — lycéenne.

Le secteur jeunesse doit pouvoir s'organiser sérieusement pour l'animation de nos organisations de masse dans la jeunesse. La Commission Etudiante Nationale est la direction de la fraction Ligue dans le mouvement des Comités de Lutte. De même la Commission Lycéenne pour ce qui concerne les CL et les CR lycéens. Une commission CET, assumant les mêmes fonctions doit être instituée. Ces commissions sont autorisées à faire paraître une presse sectorielle ; à lancer des campagnes sectorielles et à prendre toutes les mesures nécessaires au succès de leur intervention. Elles sont dirigées par des membres du Comité Central et subordonnées aux directions régulières de l'organisation (BP, CC, DV).

Le secteur enseignant — secteur charnière — doit épauler systématiquement le travail jeunesse. Une commission Education Nationale, regroupant 3 responsables de chaque commission doit se réunir régulièrement (au moins une fois par trimestre) pour élaborer la ligne d'intervention (mots d'ordre et tactique) dans le secteur scolaire.

Les dangers centrifuges de ce système d'organisation sont limités par une stricte centralisation au niveau politique (CC et DV). L'homogénéisation de l'organisation est par ailleurs assurée par un effort systématique et constant de formation politique. Ici nos carences ont été énormes et nous ont coûté très cher. La formation théorique et politique des militants n'est pas seulement indispensable pour les motifs classiques d'efficacité de l'intervention et de démocratie interne. La formation marxiste des militants de la Ligue est indispensable en plus, en raison du type de relation que nous entretenons au mouvement de la petite bourgeoisie radicalisée. La relation de collaboration conflictuelle, si elle ne s'appuie pas sur une réelle rupture théorique avec les idéologies petites bourgeoises, est politiquement périlleuse.

Pour toutes ces raisons, nous devons consentir un très important effort de formation, dès cet été. Il nous faut mettre sur pied un appareil de formation, avec à sa tête un responsable permanent à la formation, membre du BP.